

réseau, pour soutenir la croissance du nombre d'abonnés à Optik TV et à l'Internet à haute vitesse et l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à bande large. L'intensité du capital exprimée en pourcentage des produits consolidés devrait s'établir à environ 18 %.

La divulgation qui précède concernant les objectifs financiers de TELUS pour 2014 contient des renseignements prospectifs et est pleinement visée par la « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » au début du rapport de gestion pour le quatrième trimestre de 2013, joint à la présente; ils reposent sur les attentes et hypothèses de la direction, énoncées à la section 1.5, « Objectifs financiers et opérationnels pour 2014 », du même rapport de gestion.

Déclaration de dividende

Le conseil d'administration de TELUS a déclaré un dividende trimestriel de 36 cents (0,36 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Ce dividende sera versé le 1er avril 2014 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 11 mars 2014.

Le montant du dividende du premier trimestre représente une hausse de quatre cents, ou 12,5 %, par rapport au dividende de 0,32 \$ versé au 1er avril 2013.

À propos de TELUS

TELUS (TSX: T, NYSE: TU) est la société de télécommunications connaissant la croissance la plus rapide au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 11,4 milliards de dollars et à plus de 13,3 millions de connexions clients, dont 7,8 millions d'abonnés à des services mobiles, 3,3 millions de lignes d'accès pour réseau filaire, 1,4 million d'abonnés à des services Internet et 815 000 clients de TELUS TV. Dirigée depuis 2000 par le président et chef de la direction, Darren Entwistle, TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services de télévision, de vidéo et de divertissement.

En accord avec notre philosophie consistant à donner là où nous vivons, TELUS et les membres de son équipe actuels et retraités ont versé plus de 350 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert 5,4 millions d'heures de bénévolat au service des communautés locales depuis 2000. TELUS a reçu l'honneur d'être désignée comme l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site www.telus.com.

Relations avec les médias :

Shawn Hall
(604) 619-7913
shawn.hall@telus.com

Relations avec les investisseurs:

Robert Mitchell
(647) 837-1606
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels et les objectifs pour 2014, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels et les objectifs pour 2014, la version audio et la transcription de la conférence téléphonique à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport annuel 2012 sur notre site Web à telus.com/investors.

La conférence téléphonique de TELUS sur les résultats du quatrième trimestre et les objectifs pour 2014, fixée au 13 février 2014 à 11 h (HNE), comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à telus.com/investors. Un enregistrement sera accessible par téléphone du 13 février au 21 mars en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1148326 suivi du carré et le code d'accès 35175. La webdiffusion sera également archivée à telus.com/investors, et on pourra consulter la transcription de la conférence téléphonique sur le site Web après quelques jours ouvrables.

constituent une occasion de placement attrayante et une utilisation souhaitable des fonds, qui devraient accroître la valeur des actions résiduelles.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions, nous avons également mis en place un programme de rachat d'actions automatique avec un courtier, qui nous permettra de racheter des actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités à des moments auxquels nous ne serions pas autorisés à négocier nos actions pendant les périodes internes d'interdiction de transiger, y compris les périodes trimestrielles prévues à cet effet. Les rachats seront déterminés par le courtier à sa seule discrétion, selon les paramètres établis par TELUS avant toute période d'interdiction de transiger, conformément aux règles de la TSX, aux lois sur les valeurs mobilières applicables et aux conditions de l'accord conclu entre le courtier et TELUS. En janvier 2014, nous avons racheté 590 400 actions ordinaires à des fins d'annulation en vertu du programme de rachat d'actions automatique, pour un montant de 22 millions de dollars et un prix moyen de 37,14 \$ par action.

À l'heure actuelle, nous prévoyons renouveler notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2015 et en 2016, de manière à permettre le rachat d'actions pour un montant maximal de 500 millions de dollars au cours de chacune de ces années civiles. Les futures offres publiques de rachat dans le cours normal des activités seront tributaires de facteurs tels que notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, et elles seront assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par notre conseil d'administration, ainsi qu'à l'obtention des approbations réglementaires, y compris l'approbation de la TSX. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs – capacité de maintenir et d'exécuter des programmes pluriannuels de rachat d'actions jusqu'en 2016*.

Faits saillants – données consolidées

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Comptes consolidés de résultat						
Produits opérationnels	2 948	2 851	3,4 %	11 404	10 921	4,4 %
Bénéfice opérationnel ¹	490	440	11,4 %	2 215	1 994	11,1 %
Bénéfice avant impôt ¹	380	344	10,5 %	1 768	1 620	9,1 %
Bénéfice net ¹	290	263	10,3 %	1 294	1 204	7,5 %
Bénéfice net par action de participation ^{1, 2, 3}						
Bénéfice par action (BPA) de base (en dollars)	0,47	0,40	17,5 %	2,02	1,85	9,2 %
BPA dilué (en dollars)	0,46	0,40	15,0 %	2,01	1,84	9,2 %
Dividendes déclarés par action de participation ² (en dollars)	0,36	0,32	12,5 %	1,36	1,22	11,5 %
Nombre moyen pondéré d'actions de participation ² en circulation, de base (en millions)	623	652	(4,4) %	640	651	(1,7) %
Tableaux consolidés des flux de trésorerie						
Entrées liées aux activités opérationnelles	726	703	3,3 %	3 246	3 219	0,8 %
Sorties liées aux activités d'investissement	(787)	(514)	(53,1) %	(2 389)	(2 058)	(16,1) %
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) ⁴	(577)	(521)	(10,7) %	(2 110)	(1 981)	(6,5) %
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	365	(127)	n.s.	(628)	(1 100)	42,9 %
Autres faits saillants						
Nombre de connexions d'abonnés ⁵ (en milliers)				13 296	13 113	1,4 %
BAIIA ^{1, 6}	951	918	3,6 %	4 018	3 859	4,1 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA ⁶	33	19	73,7 %	98	48	104,2 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ⁶	984	937	5,0 %	4 116	3 907	5,3 %
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ⁷ (en %)	33,4	32,9	0,5 pt	36,1	35,8	0,3 pt
Flux de trésorerie disponibles ⁶	136	263	(48,3) %	1 051	1 331	(21,0) %
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (fois) ^{1, 6}				1,8	1,7	0,1 %

Abréviations utilisées dans l'analyse par la direction des activités opérationnelles : s.o. – sans objet; n.s. – non significatif; n. p. – non présenté; pts – points de pourcentage

- Les chiffres pour 2012 ont été ajustés pour tenir compte de l'application rétrospective d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011). Se reporter à la rubrique 5.
- Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013 (se reporter à la rubrique 4.10, « Information sur les actions en circulation »).
- Actions de participation : actions ordinaires depuis le 4 février 2013; actions ordinaires et actions sans droit de vote avant le 4 février 2013. Se reporter à la rubrique 4.10.
- Les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, compte non tenu des licences de spectre, présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.
- Le total du nombre d'abonnés actifs aux services mobiles (en excluant les 222 000 abonnés de Public Mobile), de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK^{MC} et abonnés au service TELUS TV Satellite^{MD}) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnés aux services machine à machine sont exclus de ce résultat. Le nombre de connexions d'abonnés cumulatif tient compte d'un ajustement effectué le 1^{er} avril 2013 afin d'éliminer environ 76 000 abonnés aux services machine à machine. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2013, nous avons ajusté, sur une base prospective, le nombre d'abonnés des services mobiles postpayés de manière à supprimer les abonnés du service Mike, étant donné que nous avons cessé de commercialiser les produits Mike et que nous avons amorcé la mise hors service du réseau iDEN. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient compte d'un ajustement au 1^{er} octobre 2013 effectué de manière à supprimer environ 94 000 abonnés au service Mike du nombre d'abonnés des services mobiles postpayés, nombre qui représente selon nous les abonnés qui ne sont pas susceptibles de migrer vers nos nouveaux services.
- Se reporter à la rubrique 7.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».
- BAIIA (excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires) en pourcentage des produits opérationnels.

Faits saillants opérationnels

- Les **produits opérationnels** consolidés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 97 millions de dollars, ou 3,4 %, au quatrième trimestre de 2013, et de 483 millions de dollars, ou 4,4 %, au cours de l'exercice complet 2013. Les produits tirés des services mobiles de transmission de données sont accrus d'un exercice à l'autre de 78 millions de dollars, ou 14 %, au cours du trimestre, et de 343 millions de dollars, ou 16 %, au cours de l'exercice complet, en raison de la croissance du nombre d'abonnés et de l'utilisation accrue des services de transmission de données. Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 81 millions de dollars, ou 11 %, au quatrième trimestre, et de 312 millions de dollars, ou 11 %, au cours de l'exercice complet, résultats qui tiennent à la croissance des services de télévision, des services Internet et des services d'impartition des processus d'affaires, ainsi que du service TELUS Santé, facteur neutralisé en partie, pour l'exercice complet, par la diminution des produits tirés de l'équipement de transmission de données découlant de la baisse des dépenses des entreprises, y compris les dépenses des gouvernements, ainsi que par une vente d'équipement négociée au troisième trimestre de 2012. Ces hausses des produits tirés des services mobiles et filaires de transmission de données ont été neutralisées en partie par la baisse continue des produits tirés des services mobiles et filaires de transmission de la voix.

En excluant Public Mobile, les PMAA combinés mensuels tirés des services mobiles se sont établis à 61,86 \$ au quatrième trimestre de 2013, soit une hausse de 0,91 \$, ou 1,5 %, par rapport au quatrième trimestre de 2012. Pour l'exercice complet 2013, ils se sont établis à 61,38 \$, soit une hausse de 0,99 \$, ou 1,6 %, par rapport à 2012, en raison d'un changement dans la composition des abonnés et de l'utilisation accrue des services de transmission de données et des services d'itinérance. Les abonnés des services postpayés représentent plus de 86 % du total du nombre d'abonnés au 31 décembre 2013.

- Le **nombre net de connexions d'abonnés** a augmenté de 119 000 au quatrième trimestre de 2013 et de 353 000 au cours de l'exercice complet 2013, en excluant les abonnés des services mobiles prépayés acquis dans le cadre de l'acquisition de Public Mobile en novembre 2013. Au cours de la période de 12 mois close le 31 décembre 2013, le nombre de connexions d'abonnés a augmenté de 183 000, compte tenu des ajustements effectués au 1^{er} avril 2013 relativement aux abonnés aux services mobiles machine à machine et des ajustements effectués au 1^{er} octobre 2013 relativement aux abonnés au service Mike. Cela représente une hausse de 1,8 % du nombre d'abonnés aux services mobiles (en excluant les 222 000 abonnés acquis avec Public Mobile), une croissance de 20 % du nombre d'abonnés au service de télévision et une croissance de 5,2 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, résultats neutralisés en partie par la réduction de 4,5 % du total des lignes d'accès au réseau.

Les ajouts nets d'abonnés aux services mobiles postpayés se sont établis à 113 000 au quatrième trimestre de 2013 et à 378 000 au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à 123 000 au quatrième trimestre de 2012 et à 414 000 au cours de l'exercice complet 2012. Ces résultats à la baisse tiennent au ralentissement de la croissance au sein de l'industrie et à une vive concurrence, facteurs neutralisés en partie par un changement dans la composition des abonnés. Le taux de désabonnement est demeuré faible, en raison de nos initiatives accordant la priorité aux clients et des efforts déployés pour fidéliser les abonnés, initiatives auxquelles nous continuerons d'accorder la priorité en 2014. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés s'est élevé à 0,97 % au quatrième trimestre de 2013 et à 1,03 % au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à 1,12 % au quatrième trimestre de 2012 et à 1,09 % au cours de l'exercice complet 2012.

- Le **BAIIA** s'est accru d'un exercice à l'autre de 33 millions de dollars, ou 3,6 %, au quatrième trimestre et de 159 millions de dollars, ou 4,1 %, au cours de l'exercice complet, malgré la hausse des coûts de restructuration et autres coûts similaires. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 47 millions de dollars, ou 5,0 %, au quatrième trimestre et de 209 millions de dollars, ou 5,3 %, au cours de l'exercice complet. Ces résultats à la hausse reflètent la croissance des produits tirés du réseau mobile et les produits tirés des services de réseau réacheminés vers le BAIIA, ainsi que l'amélioration des marges liées au service Télé OPTIK, déduction faite de l'incidence, sur les coûts et produits, d'un montant d'environ 7 millions de dollars découlant des importantes inondations survenues en Alberta en juin 2013. Les coûts relatifs aux inondations se rapportent en grande partie au secteur des services filaires.

Le BAIIA au cours de l'exercice complet 2012 tenait aussi compte d'un profit avant impôt de 7 millions de dollars, déduction faite de pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS. Nous ne prévoyons pas conserver une participation dans cette coentreprise résidentielle une fois que les travaux de construction seront terminés.

- Le **bénéfice opérationnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 50 millions de dollars, ou 11 %, au quatrième trimestre et de 221 millions de dollars, ou 11 %, au cours de l'exercice complet. Ces résultats s'expliquent par la hausse du BAIIA, ainsi que par la diminution du total de la dotation aux amortissements découlant de notre

programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs et des ajustements, déduction faite de la croissance des immobilisations.

- Le **bénéfice avant impôt** a augmenté d'un exercice à l'autre de 36 millions de dollars, ou 11 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 148 millions de dollars, ou 9,1 %, au cours de l'exercice complet 2013. La hausse du bénéfice opérationnel a été neutralisée en partie par l'accroissement des coûts de financement découlant de nos activités de refinancement en 2013, qui tiennent compte d'une charge de 23 millions de dollars avant impôt liée à la prime au titre du remboursement par anticipation de billets de série CF en mai 2013.
- L'**impôt sur le résultat** a augmenté d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars, ou 11 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 58 millions de dollars, ou 14 %, au cours de l'exercice complet 2013, reflétant principalement la hausse du bénéfice avant impôt. L'impôt sur le résultat au cours de l'exercice complet 2013 tient compte d'un ajustement de 22 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre aux fins de la réévaluation des passifs d'impôt différé découlant de la hausse du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique, qui est passé de 10 % à 11 % et dont l'application est rétroactive au 1^{er} avril 2013.
- Le **bénéfice net** a augmenté d'un exercice à l'autre de 27 millions de dollars, ou 10 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 90 millions de dollars, ou 7,5 %, au cours de l'exercice complet 2013. En excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires, le profit net lié à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS comptabilisé en 2012, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013 et les ajustements liés à l'impôt, le bénéfice net s'est accru d'un exercice à l'autre d'environ 13 %, ou 34 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2013 et 164 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013.

Analyse du bénéfice net

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice net	290	263	1 294	1 204
Ajouter (déduire) :				
Coûts de restructuration et autres coûts similaires après impôt	23	14	72	36
Profit, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, après impôt	—	—	—	(6)
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt	—	—	17	—
Ajustements défavorables (favorables) liés à l'impôt (se reporter à la rubrique 2.2)	(12)	(10)	3	(12)
Bénéfice net compte non tenu des éléments ci-dessus	301	267	1 386	1 222

- Le **BPA de base** a augmenté d'un exercice à l'autre de 7 cents, ou 17,5 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 17 cents, ou 9,2 %, au cours de l'exercice complet 2013. La réduction du nombre d'actions découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013 s'est traduite par un apport d'environ 2 cents du BPA de base pour le trimestre, et de 4 cents pour l'exercice complet. En excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires, le profit net lié à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS comptabilisé en 2012, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013 et les ajustements liés à l'impôt, le BPA de base s'est accru d'un exercice à l'autre d'environ 9 cents, ou 23 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 29 cents, ou 16 %, au cours de l'exercice complet 2013.

Analyse du BPA de base

(en dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
BPA de base	0,47	0,40	2,02	1,85
Ajouter (déduire) :				
Coûts de restructuration et autres coûts similaires après impôt, par action	0,04	0,02	0,11	0,05
Profit, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS après impôt, par action	—	—	—	(0,01)
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt, par action	—	—	0,03	—
Ajustements (favorables) liés à l'impôt, par action (se reporter à la rubrique 2.2)	(0,02)	(0,02)	—	(0,02)
BPA de base compte non tenu des éléments ci-dessus	0,49	0,40	2,16	1,87

- Les **dividendes déclarés par action de participation** ont totalisé 1,36 \$ en 2013, en hausse de 11,5 % par rapport à 2012. Le 12 février 2014, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 36 cents par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société, payable le 1^{er} avril 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 11 mars 2014. Le dividende de 36 cents déclaré pour le premier trimestre de 2014 reflète une augmentation de 4 cents, ou 12,5 %, par rapport au dividende du premier trimestre de 2013, ce qui est conforme à notre programme pluriannuel de croissance des dividendes.

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement

- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires)** au 31 décembre 2013 était de 1,8 fois, en hausse par rapport à 1,7 fois au 31 décembre 2012, résultat qui tient au fait que l'accroissement de la dette nette a été neutralisé en partie seulement par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Ce ratio demeure dans notre fourchette à long terme visée, qui est de 1,5 à 2,0 fois.
- Les **entrées liées aux activités opérationnelles** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 23 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 27 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison des variations du fonds de roulement et de la croissance du BAIIA, facteurs qui ont été en grande partie neutralisés par la hausse des paiements d'intérêts et des paiements d'impôt sur le résultat.
- Les **sorties liées aux activités d'investissement** se sont accrues d'un exercice à l'autre de 273 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 331 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison principalement de l'acquisition de Public Mobile pour 229 millions de dollars, déduction faite de la trésorerie acquise, de la hausse des dépenses d'investissement et, pour l'exercice complet, de l'acquisition de licences de spectre auprès d'un tiers en juillet 2013. Les **dépenses d'investissement** (excluant les licences de spectre) ont augmenté d'un exercice à l'autre de 56 millions de dollars pour le trimestre et de 129 millions de dollars pour l'exercice complet, en raison essentiellement des investissements continus dans l'infrastructure à large bande pour les services filaires et les services mobiles, dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos initiatives accordant la priorité aux clients, dans des ententes avec de grandes entreprises, et dans des initiatives visant à préparer le réseau et les systèmes à la mise hors service future d'actifs existants.
- Les **entrées liées aux activités de financement** se sont élevées à 365 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013, résultat qui reflète l'émission de titres de créance à long terme de 800 millions de dollars en vertu de notre prospectus préalable de base renouvelé, déduction faite des paiements de dividendes et du remboursement de l'encours du papier commercial. Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont établies à 628 millions de dollars pour l'exercice complet 2013, ce qui reflète les rachats d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013, ainsi que la hausse des paiements de dividendes, facteurs neutralisés en partie par les activités de refinancement de la dette (se reporter à la *rubrique 4.4*).

Au cours de 2013, le montant en trésorerie qui revient aux actionnaires s'est établi à plus de 1,8 milliard de dollars, et se compose d'un montant de 852 millions de dollars au titre des dividendes versés et d'un montant de 1,0 milliard de dollars au titre des rachats d'actions.

- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont établis à 136 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et à 1 051 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, résultats qui reflètent une baisse d'un exercice à l'autre de 127 millions de dollars pour le trimestre et de 280 millions de dollars pour l'exercice complet. Ces diminutions tiennent principalement à la hausse des paiements d'impôt sur le résultat et à l'augmentation des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre), déduction faite de la croissance du BAIIA.

1.4 Fiche d'évaluation des résultats (mesures clés du rendement)

En 2013, nous avons atteint trois de nos quatre objectifs initiaux au chapitre des chiffres consolidés, et avons atteint trois de nos quatre objectifs initiaux au chapitre des résultats sectoriels, lesquels ont été annoncés le 15 février 2013. Nous avons excédé nos objectifs concernant les dépenses d'investissement en 2013, en raison de nos investissements continus dans l'infrastructure à large bande pour les services filaires et les services mobiles, dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos initiatives accordant la priorité aux clients, dans les ententes avec de grandes entreprises, et dans des initiatives visant à préparer le réseau et les systèmes à la mise hors service future d'actifs existants. Les produits du secteur des services mobiles se sont établis en deçà de la tranche inférieure de la fourchette cible, résultat qui s'explique par la diminution des ventes d'équipement tenant à la réduction du nombre brut de mises en service, par la composition des appareils et, dans une moindre mesure, par la réduction des ajouts nets, ainsi que par la diminution des PMAA découlant de l'adoption initiale, à la fin de 2013, de contrats d'une durée de deux ans pour les abonnés qui optimisent leurs forfaits. L'incidence de l'adoption de ces contrats devrait s'atténuer dans une certaine mesure en 2014, au fur et à mesure que le nombre de mises en service ou de renouvellements en vertu des contrats d'une durée de deux ans augmentera. Ces facteurs ont été compensés dans le BAIIA du secteur des services mobiles, en raison de la diminution des frais d'acquisition des abonnés. L'apport de Public Mobile aux résultats financiers consolidés s'est traduit par une augmentation de 9 millions de dollars des produits du secteur des services mobiles, par une baisse de 10 millions de dollars du BAIIA, et par une réduction d'environ 1 cent du BPA de base, pour le trimestre clos le 31 décembre 2013.

Nous avons respecté nos objectifs à long terme, nos politiques et nos lignes directrices sur le plan financier, notamment le fait d'avoir maintenu, de façon générale, des liquidités inutilisées d'au moins 1,0 milliard de dollars et un ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires de 1,5 à 2,0 fois. Nous avons également effectué six hausses ciblées des dividendes semestriels de 2011 à 2013. Nous avons annoncé que nous comptons effectuer des hausses de dividendes semestrielles continues, la hausse annuelle devant se situer aux alentours de 10 % jusqu'à la fin de 2016, sous réserve de l'évaluation et de la détermination par le conseil, chaque trimestre, de notre situation financière et de nos perspectives et selon notre indication concernant le ratio de distribution à long terme de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective. Il n'existe aucune certitude que nous maintiendrons le programme de croissance des dividendes. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs – La capacité de maintenir le programme de croissance des dividendes aux alentours de 10 % par année jusqu'en 2016.*

Le tableau suivant illustre le rendement de TELUS par rapport à nos objectifs initiaux pour 2013 et présente également nos objectifs pour 2014. Nos objectifs, nos plans et nos hypothèses concernant 2014 sont assujettis dans leur totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

Fiche d'évaluation

	Rendement pour 2013			Objectifs pour 2014 et croissance ⁶
	Résultats réels et croissance	Objectifs initiaux et croissance, et indications révisées ⁵	Résultat	
Chiffres consolidés				
Produits	11,4 G\$ 4,4 %	11,4 G\$ à 11,6 G\$ 4 % à 6 %	✓	11,9 G\$ à 12,1 G\$ 4 % à 6 %
BAIIA ^{1,2}	4,02 G\$ 4,1 %	3,95 G\$ à 4,15 G\$ 2 % à 8 %	✓	4,150 G\$ à 4,350 G\$ 3 % à 8 %
BPA de base ^{1,3}	2,02 \$ 9,2 %	1,90 \$ à 2,10 \$ 3 % à 14 %	✓	2,25 \$ à 2,45 \$ 11 % à 21 %
Dépenses d'investissement ⁴	2,11 G\$ 6,5 %	Environ 1,95 G\$ Révisé et porté à environ 2,0 G\$ le 8 novembre	X X	Environ 2,2 G\$
Secteur des services mobiles				
Total des produits (externes)	6,1 G\$ 4,9 %	6,2 G\$ à 6,3 G\$ 6 % à 8 % Révisé et établi entre 6,1 G\$ et 6,2 G\$ le 8 novembre	X ✓	—
Produits tirés des services de réseau (externes)	5,6 G\$ 5,1 %	—	—	5,9 G\$ à 6,0 G\$ 5 % à 7 %
BAIIA ^{1,2}	2,604 G\$ 5,9 %	2,575 G\$ à 2,675 G\$ 5 % à 9 %	✓	2,725 G\$ à 2,825 G\$ 4 % à 8 %
Secteur des services filaires				
Produits (externes)	5,3 G\$ 3,9 %	5,2 G\$ à 5,3 G\$ 2 % à 4 %	✓	5,45 G\$ à 5,55 G\$ 3 % à 5 %
BAIIA ^{1,2}	1,414 G\$ 0,9 %	1,375 G\$ à 1,475 G\$ (2) % à 5 %	✓	1,425 G\$ à 1,525 G\$ 1 % à 8 %

Objectif atteint (✓); Objectif non atteint (X).

- Par suite de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011).
- Se reporter à la rubrique 7.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».
- Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013.
- L'objectif et les résultats au chapitre des dépenses d'investissement ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre.
- Les objectifs en 2013 et les indications révisées pour 2013 (le 8 novembre 2013) ne tiennent pas compte de l'incidence de Public Mobile.
- Les objectifs et les taux de croissance pour 2014 ne tiennent pas compte de Public Mobile.

Nous avons formulé les principales hypothèses suivantes lorsque nous avons annoncé les objectifs pour 2013, en février 2013.

Hypothèses relatives aux objectifs pour 2013 et résultats

Hypothèses quantitatives :

- Pénétration du marché des services mobiles au Canada : Gain réel estimé de 1,8 point de pourcentage; l'hypothèse prévoyait un gain de 2 à 3 points de pourcentage, en raison de la vive concurrence ainsi que de l'adoption et de l'échange de téléphones intelligents, de tablettes et d'applications de transmission de données. La croissance au sein de l'industrie a ralenti par rapport à 2012, selon l'information publiée et selon nos estimations pour 2013.
- Régimes de retraite : La charge totale au titre des régimes de retraite à prestations définies s'est établie à 161 millions de dollars et se compose d'une charge de 108 millions de dollars au titre des avantages du personnel et d'un montant de 53 millions de dollars relativement aux coûts de financement. Le montant estimé de la charge pour 2013 était de 160 millions de dollars, soit environ 110 millions de dollars relativement à la charge au titre des avantages du personnel et environ 50 millions de dollars relativement aux coûts de financement. Le montant réel aux fins de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies s'est établi à 198 millions de dollars, comparativement à l'estimation initiale d'environ 195 millions de dollars.
- Coûts de restructuration et autres coûts similaires : Le résultat réel s'est établi à 98 millions de dollars. L'hypothèse a été révisée le 8 août 2013 et portée d'environ 75 millions de dollars à environ 100 millions de dollars, en raison des initiatives d'efficacité opérationnelle en cours et supplémentaires.
- Dotation aux amortissements : Le résultat réel s'est établi à 1,8 milliard de dollars. L'hypothèse a été révisée le 8 août et ramenée d'environ 1,9 milliard de dollars à environ 1,85 milliard de dollars. Le résultat réel est inférieur à notre hypothèse, en raison des ajustements découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.
- Coûts de financement : Le résultat réel s'est établi à 447 millions de dollars. L'hypothèse a été révisée le 8 août et portée d'environ 400 millions de dollars à 440 millions de dollars, en raison de l'augmentation de l'encours de notre dette nette et de la prime au titre du remboursement par anticipation de billets en mai 2013.
- Taux d'imposition prévu par la loi combiné : Le taux réel s'est établi à 26,1 %. L'hypothèse a été révisée le 8 août et établie dans une fourchette de 25,5 % à 26,5 %, en raison de la hausse du taux d'imposition provincial en Colombie-Britannique. Notre hypothèse initiale se situait dans une fourchette de 25 % à 26 %.
- Paiements d'impôt en trésorerie : Le résultat réel s'est établi à 438 millions de dollars. L'hypothèse prévoyait des paiements de 390 millions de dollars à 440 millions de dollars.

Hypothèses qualitatives :

- Continuité d'une vive concurrence au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché aux consommateurs et le marché d'affaires.
- Maintien ou hausse des frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés du secteur des services mobiles – hypothèse confirmée, la hausse de ces frais étant de 0,2 %.
- Maintien ou légère hausse des PMAA combinés tirés des services mobiles – hypothèse confirmée, la hausse s'étant élevée à 1,6 %.
- La croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données devrait être neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants – hypothèse confirmée, la croissance de 11 % des produits tirés des services de transmission de données ayant été neutralisée par la baisse de 5,2 % des produits tirés des services de transmission de la voix et autres produits, ce qui se traduit par une croissance nette des produits externes tirés des services filaires de 3,9 %.
- Niveau prévu des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) touché par les investissements continus visant à soutenir la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles et aux services filaires, ainsi que des améliorations apportées aux technologies.

1.5 Objectifs financiers et opérationnels pour 2014

Nous prévoyons une croissance future attribuable aux ajouts nets d'abonnés des services mobiles postpayés, conjugués à l'utilisation continue de téléphones intelligents et aux échanges d'appareils, ainsi qu'une croissance continue du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK et au service Internet haute vitesse et une faible croissance des PMAA liés à ces services.

Pour 2014, nos objectifs ne tiennent pas compte de l'incidence de Public Mobile. Nous prévoyons une croissance des produits consolidés de 11,9 milliards de dollars à 12,1 milliards de dollars, ou d'environ 4 % à 6 %. Nous prévoyons un BAIIA consolidé de 4,150 milliards de dollars à 4,350 milliards de dollars, soit une croissance d'environ 3 % à 8 %. La croissance des produits et du BAIIA devrait découler de l'accroissement des services de transmission de données mobiles et filaires. Nous prévoyons un BPA de base de 2,25 \$ à 2,45 \$, soit une augmentation d'environ 11 % à 21 % attribuable à la croissance du BAIIA ainsi qu'à la réduction du nombre d'actions en circulation découlant de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Indépendamment de nos objectifs, l'intégration de Public Mobile en 2014 devrait avoir une incidence sur le BAIIA consolidé et le BAIIA du secteur des services mobiles, ainsi que sur le BPA. On s'attend à une incidence défavorable d'environ 40 millions de dollars sur le BAIIA consolidé et le BAIIA du secteur des services mobiles, et à une incidence défavorable d'environ 6 cents sur le BPA.

Les produits tirés du réseau mobile devraient être de 5,9 milliards de dollars à 6,0 milliards de dollars en 2014, soit une augmentation d'environ 5 % à 7 % découlant de la faible croissance du nombre d'abonnés et de la faible croissance des PMAA combinés en raison de l'utilisation accrue des services de transmission de données. Nous prévoyons une croissance du marché des services mobiles au Canada en 2014, et un gain d'environ 1 à 2 points de pourcentage au chapitre de la pénétration du marché, soit un résultat analogue à celui enregistré en 2013. Nous nous attendons à ce que la croissance des produits tirés des services de transmission de données et des produits tirés des services d'itinérance neutralise la diminution des produits tirés des services de transmission de la voix. Nous prévoyons un BAIIA du secteur des services mobiles de 2,725 milliards de dollars à 2,825 milliards de dollars, soit une augmentation d'environ 4 % à 8 %.

Nous prévoyons des produits du secteur des services filaires de 5,45 milliards de dollars à 5,55 milliards de dollars en 2014, soit une augmentation d'environ 3 % à 5 % qui reflète la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données, notamment le service Télé OPTIK et le service Internet haute vitesse, ainsi que des services à l'intention des clients d'affaires, facteur neutralisé en partie par la diminution continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants. Nous prévoyons un BAIIA du secteur des services filaires de 1,425 milliard de dollars à 1,525 milliard de dollars en 2014, soit une augmentation d'environ 1 % à 8 %. Nous prévoyons une amélioration des marges liées au service Télé OPTIK, aux services aux grandes entreprises et aux initiatives en matière d'efficacité, qui sera neutralisée en partie par la tendance à la baisse continue, au sein de l'industrie, des pertes liées aux produits tirés des services de transmission de la voix existants qui génèrent des marges plus élevées.

Les dépenses d'investissement consolidées devraient s'établir à environ 2,2 milliards de dollars en 2014, le secteur des services mobiles pour le montant qui exclut les coûts relatifs à l'acquisition de licences de spectre. Nous prévoyons continuer d'investir dans le secteur des services mobiles pour l'élargissement du réseau 4G LTE et les mises à niveau. Nous prévoyons poursuivre l'élargissement de notre infrastructure à large bande et les mises à niveau, y compris le déploiement continu de la fibre optique plus loin dans le réseau, en vue de soutenir la croissance du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK et au service Internet haute vitesse et l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à large bande. Nous comptons également investir dans des initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, et dans la préparation du réseau et des systèmes à la mise hors service future d'actifs existants.

Nos objectifs financiers à long terme, nos politiques et nos lignes directrices sur le plan financier sont décrits à la *rubrique 1.4*. L'atteinte de nos objectifs pour 2014 est assujettie à des risques et incertitudes comprenant, sans toutefois s'y limiter, la concurrence, les questions de réglementation, les exigences en matière de financement et d'endettement, les questions fiscales, la conjoncture économique, les litiges et d'autres facteurs dont il est fait mention dans la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs*. Les objectifs de 2014 sont basés sur un grand nombre d'hypothèses, dont les suivantes :

Hypothèses relatives aux objectifs de 2014

- Taux de croissance estimé de l'économie au Canada de 2,4 % en 2014.
- Aucune décision réglementaire ni aucune mesure gouvernementale défavorable importante.
- Poursuite de la concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs;
- Gain d'environ 1 à 2 points de pourcentage au chapitre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, soit un résultat analogue à celui enregistré en 2013.
- Adoption et échange continus, par les abonnés, de téléphones intelligents à forte concentration de données, à un taux analogue aux niveaux enregistrés en 2013 (70 % à 80 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés), en raison du fait que les clients désirent une connectivité mobile accrue à Internet.
- Croissance des produits tirés des services mobiles découlant de l'accroissement des mises en service des abonnés aux services postpayés découlant de la pénétration accrue du marché, et faible hausse des PMAA combinés découlant de l'utilisation accrue des services de transmission de données, y compris l'utilisation accrue de forfaits de données partagées, ainsi qu'à la composition des abonnés.
- Maintien ou augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, en fonction du nombre brut de mises en service et des pressions du marché.
- Croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK et au service Internet haute vitesse, soit une croissance analogue à celle enregistrée en 2013, et d'une augmentation modérée des produits opérationnels moyens par client, ainsi que de la croissance des services aux clients d'affaires.
- Régimes de retraite : charge au titre des régimes de retraite à prestations définies se composant d'un montant d'environ 85 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel et d'un montant d'environ 2 millions de dollars comptabilisé dans les coûts de financement relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel; taux d'actualisation de 4,75 % aux fins de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies du personnel; montant d'environ 105 millions de dollars au titre de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies.
- Coûts de restructuration et autres coûts similaires d'environ 75 millions de dollars au titre des initiatives d'efficacité opérationnelle, et autres initiatives au chapitre de l'amélioration des marges visant à atténuer les pressions découlant du remplacement de la technologie et de la croissance du nombre d'abonnés.
- Impôt sur le résultat : taux d'imposition prévu par la loi combiné de 26,0 % à 26,5 % et paiements d'impôt en trésorerie de 540 millions de dollars à 600 millions de dollars. L'augmentation des paiements d'impôt en trésorerie est imputable à la hausse des acomptes provisionnels en fonction du bénéfice comptabilisé en 2013, à l'incidence des modifications apportées par le gouvernement fédéral du Canada à sa politique, en vertu desquelles il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées, ainsi qu'à la diminution des économies d'impôt.
- Investissements continus dans l'infrastructure à large bande ainsi que dans l'élargissement du réseau 4G LTE et dans les mises à niveau, de même que dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.
- Dépréciation modérée du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement au taux de change moyen en 2013

2. Analyse des résultats opérationnels

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

2.1 Généralités

Nos secteurs opérationnels et nos secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel).

2.2 Sommaire des résultats trimestriels et tendances

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T4 2013	T3 2013	T2 2013	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012
Produits opérationnels	2 948	2 874	2 826	2 756	2 851	2 774	2 665	2 631
Charges opérationnelles								
Achat de biens et services	1 349	1 237	1 222	1 154	1 330	1 222	1 152	1 116
Charge au titre des avantages du personnel ¹	648	602	606	568	603	562	543	534
Dotation aux amortissements	461	445	446	451	478	461	456	470
Total des charges opérationnelles	2 458	2 284	2 274	2 173	2 411	2 245	2 151	2 120
Bénéfice opérationnel¹	490	590	552	583	440	529	514	511
Coûts de financement ¹	110	109	132	96	96	96	96	86
Bénéfice avant impôt¹	380	481	420	487	344	433	418	425
Charge d'impôt sur le résultat ¹	90	125	134	125	81	110	119	106
Bénéfice net et bénéfice net attribuable aux actions de participation¹	290	356	286	362	263	323	299	319
Bénéfice net par action de participation^{1,2}								
– De base	0,47	0,56	0,44	0,56	0,40	0,49	0,46	0,49
– Dilué	0,46	0,56	0,44	0,55	0,40	0,49	0,46	0,49
Dividendes déclarés par action de participation^{2,3}	0,36	0,34	0,34	0,32	0,32	0,305	—	0,595
Entrées liées aux activités opérationnelles	726	1 084	707	729	703	965	788	763
Information supplémentaire								
BAIIA ^{1,4}	951	1 035	998	1 034	918	990	970	981
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA ⁴	33	15	39	11	19	3	13	13
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ⁴	984	1 050	1 037	1 045	937	993	983	994
Flux de trésorerie disponibles ⁴	136	365	192	358	263	426	284	358

1. Les chiffres pour 2012 ont été ajustés pour tenir compte de l'application rétrospective d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011).
2. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013.
3. Les dividendes déclarés au premier trimestre de 2012 comprennent le dividende pour le premier trimestre de 29 cents par action versé le 2 avril 2012 et le dividende pour le deuxième trimestre de 30,5 cents par action versé le 3 juillet 2012.
4. Se reporter à la rubrique 7.1, « Mesures non définies par les PCGR ».

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits consolidés continue de refléter i) la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés du réseau mobile, en raison de l'accroissement du nombre d'abonnés et de l'utilisation accrue des services de transmission de données; ii) les produits tirés de l'équipement mobile, qui ont diminué d'un exercice à l'autre au cours des deux derniers trimestres, mais qui ont de façon générale augmenté d'un exercice à l'autre en raison de l'accroissement des ventes de téléphones intelligents à valeur plus élevée; iii) la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés des services mobiles de transmission de données, laquelle découle du service de télévision, du service Internet, des services d'impartition des processus d'affaires et de TELUS Santé et continue d'excéder la baisse des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants et des autres produits.

Les produits à la hausse tirés du réseau mobile reflètent la croissance des produits tirés des services de transmission de données (croissance d'un exercice à l'autre de 14 % au quatrième trimestre et de 16 % au cours de l'exercice complet 2013), laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix (diminution d'un exercice à l'autre de 2,7 % et de 2,1 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2013). La croissance des produits tirés des services de transmission de données découle de la plus importante consommation de données en raison de la prolifération des téléphones intelligents, des tablettes et des autres appareils mobiles, facteur neutralisé en partie par l'utilisation accrue de

forfaits de partage de données. La croissance des produits tirés des services de transmission de données reflète également la hausse des produits tirés des services d'itinérance. Par conséquent, les PMAA combinés mensuels se sont accrus d'un exercice à l'autre au cours de 13 trimestres consécutifs. Un certain ralentissement de la tendance au chapitre de la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données est imputable aux pressions concurrentielles qui entraînent l'ajout de plus importants lots de données aux forfaits, y compris le partage de données, et un nombre plus élevé de forfaits de messagerie textuelle illimitée, ainsi qu'au transfert du trafic de données vers les points d'accès sans fil (Wi-Fi) qui sont de plus en plus disponibles. En juillet 2013, nous avons lancé de nouveaux forfaits de deux ans pour les services mobiles, qui pourraient avoir une incidence sur les tendances futures au chapitre des produits ainsi que sur les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés, y compris l'optimisation des forfaits d'appels et de messagerie textuelle illimités et des forfaits de partage de données des abonnés, et qui pourraient possiblement augmenter la fréquence à laquelle les abonnés mettent leurs appareils et services à jour. Au fur et à mesure que les contrats signés avant juillet 2013 arriveront à échéance et que les abonnés pourront uniquement renouveler leur contrat pour une durée maximale de deux ans, les PMAA combinés devraient augmenter au fil du temps. Toutefois, l'issue de cette situation dépend fortement de la concurrence et du comportement des consommateurs, ainsi que du choix des appareils et d'autres facteurs.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats ont, dans le passé, revêtu un caractère saisonnier aux troisième et quatrième trimestres. Ces facteurs peuvent également avoir une plus grande incidence lorsque survient le lancement d'appareils emblématiques. Le BAIIA du secteur des services mobiles affiche habituellement une baisse au quatrième trimestre, en raison de l'intensification de la concurrence et du caractère saisonnier des mises en service. Les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Dans le passé, les PMAA mensuels tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres en raison de l'utilisation accrue de ces services pendant la saison des vacances et du recours aux services d'itinérance, et des baisses séquentielles aux quatrième et premier trimestres.

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de données reflète l'augmentation continue du nombre d'abonnés à TELUS TV (en hausse de 20 % pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2013) et l'accroissement des produits par client, ainsi que l'augmentation des produits tirés des services de transmission de données améliorés, des services Internet et des services d'impartition des processus d'affaires. La croissance des produits tirés des services Internet reflète notamment l'accroissement du nombre d'abonnés à notre service Internet haute vitesse (croissance de 5,2 % pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2013) découlant de l'offre de services groupés avec le service Télé OPTIK, ainsi que l'accroissement des produits par client. La tendance à la baisse générale des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des lignes d'accès au réseau tient au passage aux services mobiles et aux services et applications IP, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs offrant des services VoIP (qui comprennent des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises dotées d'installations. La tendance à la baisse générale au chapitre des lignes d'affaires d'accès au réseau reflète l'intensification de la concurrence sur le marché des PME, ainsi que le remplacement des lignes de transmission de la voix par les services IP et les services mobiles.

La tendance au chapitre de la charge liée aux achats de biens et services reflète l'augmentation des coûts liés au contenu et au soutien pour tenir compte de la hausse du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK de TELUS, ainsi que le caractère saisonnier de la charge liée aux services mobiles des troisième et quatrième trimestres décrit précédemment.

La tendance au chapitre de la charge au titre des avantages du personnel tient compte de l'augmentation des coûts de restructuration liés à l'effectif en 2013, de l'accroissement de la rémunération, des acquisitions d'entreprises qui sont individuellement non significatives, et de l'embauche ciblée de personnel pour soutenir la croissance des services mobiles.

La baisse séquentielle de la dotation aux amortissements aux premier et deuxième trimestres de 2013 est attribuable à des ajustements mineurs découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.

Les coûts de financement en 2013 reflètent nos activités de refinancement au cours des deuxième et quatrième trimestres. Fait notable, les coûts de financement au deuxième trimestre de 2013 comprennent une prime de 23 millions de dollars au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme. De plus, les coûts de financement pour les huit périodes présentées comprennent divers profits ou pertes de change et des montants variables de produits d'intérêts, notamment les produits d'intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs qui se sont élevés à 10 millions de dollars au premier trimestre de 2012.

Les tendances observées au chapitre du bénéfice net et du BPA de base reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements liés aux variations de l'impôt sur le résultat, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes après impôt sur les redressements.

Ajustements liés à l'impôt sur le résultat

	T4 2013	T3 2013	T2 2013	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012
Incidence sur le bénéfice net (en millions de dollars)	12	2	(22)	5	10	3	(11)	10
Incidence sur le bénéfice par action de base (en dollars)	0,02	—	(0,03)	0,01	0,02	—	(0,02)	0,02

La tendance au chapitre des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles reflète la croissance du BAIIA, déduction faite de la hausse des paiements d'intérêt et des paiements d'impôt sur le résultat. La tendance au chapitre des flux de trésorerie disponibles reflète également ces facteurs, déduction faite des dépenses d'investissement plus élevées (excluant les licences de spectre) ayant trait à nos investissements dans l'infrastructure pour les services filaires et les services mobiles, dans la fiabilité du réseau, dans des ententes avec de grandes entreprises et dans des initiatives visant à préparer le réseau et les systèmes à la mise hors service future d'actifs existants.

2.3 Résultats opérationnels consolidés

L'analyse qui suit porte sur le rendement financier consolidé de TELUS. Une analyse sectorielle est présentée à la rubrique 2.4, « Secteur des services mobiles », à la rubrique 2.5, « Secteur des services filaires », et à la rubrique 4.3, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses d'investissement ».

Produits opérationnels

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Services	2 699	2 598	3,9 %	10 601	10 079	5,2 %
Équipement	229	236	(3,0) %	735	773	(4,9) %
Produits tirés des services et de l'équipement	2 928	2 834	3,3 %	11 336	10 852	4,5 %
Autres produits opérationnels	20	17	17,6 %	68	69	(1,4) %
	2 948	2 851	3,4 %	11 404	10 921	4,4 %

Les produits opérationnels consolidés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 97 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 483 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013.

- Les **produits tirés des services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 101 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 522 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison de la croissance des abonnés aux services mobiles, au service de télévision et au service Internet ainsi que de l'accroissement des produits tirés des services de transmission de données, facteurs neutralisés en partie par la baisse des produits tirés des services mobiles et filaires de transmission de la voix, et par la diminution des lignes d'accès au réseau filaire.
- Les **produits tirés de l'équipement** ont diminué d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 38 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Les ventes d'équipement mobile ont diminué légèrement d'un exercice à l'autre au cours du trimestre, en raison de la baisse des ajouts bruts d'abonnés, du fait que davantage d'abonnés ont fourni leurs propres appareils, et de la diminution des volumes de fidélisation d'abonnés, facteurs neutralisés en partie par une plus grande proportion de téléphones intelligents vendus. Pour l'exercice complet, les ventes d'équipement mobile ont augmenté légèrement, en raison de l'accroissement des volumes de fidélisation d'abonnés et de la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus. Les ventes d'équipement filaire sont demeurées inchangées au cours du trimestre et ont diminué au cours de l'exercice complet 2013, résultat qui tient à la diminution des dépenses des entreprises, y compris les dépenses des gouvernements, ainsi qu'à une importante vente d'équipement négociée au troisième trimestre de 2012.
- Les **autres produits opérationnels** se sont accrus d'un exercice à l'autre de 3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013, en raison principalement des profits liés aux placements. Pour l'exercice complet, les autres produits opérationnels ont diminué d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars, les profits liés aux placements en 2013 ayant été neutralisés par la diminution de l'aide publique et par la comptabilisation, à l'exercice précédent, du profit de 7 millions de dollars avant impôt, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS.

Charges opérationnelles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Achat de biens et services ¹	1 349	1 330	1,4 %	4 962	4 820	2,9 %
Charge au titre des avantages du personnel ¹	648	603	7,5 %	2 424	2 242	8,1 %
Amortissement des immobilisations corporelles	347	373	(7,0) %	1 380	1 422	(3,0) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	114	105	8,6 %	423	443	(4,5) %
	2 458	2 411	1,9 %	9 189	8 927	2,9 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires.

Les charges opérationnelles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 47 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 262 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013.

- **L'achat de biens et services** a augmenté d'un exercice à l'autre de 19 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 142 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces hausses reflètent l'augmentation des coûts de programmation liés aux services de télévision et la hausse des coûts liés au réseau et des coûts visant à soutenir la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles, facteurs neutralisés en partie par la diminution des frais de marketing liés aux services mobiles. Le résultat pour le trimestre est présenté déduction faite du plus faible coût des produits vendus découlant des ventes moins élevées d'équipement mobile. Pour l'exercice complet, le résultat est présenté déduction faite du plus faible coût des produits vendus découlant des ventes moins élevées d'équipement filaire.
- **La charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 45 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 182 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison principalement de l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, de la hausse des coûts de restructuration au titre des initiatives liées à l'effectif, ainsi que des acquisitions d'entreprises qui sont individuellement non significatives.
- **L'amortissement des immobilisations corporelles** a diminué d'un exercice à l'autre de 26 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 42 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces diminutions tiennent principalement à des ajustements comptabilisés en 2013 et en 2012, qui découlent de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, facteur neutralisé en partie par la croissance des immobilisations (telles que les actifs liés au réseau à large bande et aux services de télévision, le réseau LTE mobile et les centres de données Internet).
- **L'amortissement des immobilisations incorporelles** a augmenté d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et a diminué d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. L'augmentation pour le trimestre reflète principalement la croissance des logiciels administratifs et logiciels pour applications réseau, et les acquisitions. La diminution pour l'exercice complet tient aux ajustements comptabilisés à l'exercice précédent qui découlent de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs et à l'accroissement des logiciels entièrement amortis, déduction faite des augmentations découlant des nouveaux logiciels administratifs et logiciels pour applications réseau et des acquisitions.

En décembre 2013, nous avons effectué notre test de dépréciation annuel des immobilisations incorporelles et du goodwill, et déterminé qu'aucune dépréciation ne s'était produite.

Bénéfice opérationnel

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Bénéfice opérationnel	490	440	11,4 %	2 215	1 994	11,1 %

Le bénéfice opérationnel a augmenté d'un exercice à l'autre de 50 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 221 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces résultats tiennent compte de la hausse du BAIIA de 33 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 (hausse de 26 millions de dollars du BAIIA du secteur des services mobiles, et hausse de 7 millions de dollars du BAIIA du secteur des services filaires) et de 159 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013 (hausse de 146 millions de dollars du BAIIA du secteur des services mobiles, et hausse de 13 millions de dollars du secteur des services filaires). Les résultats tiennent

également compte de la réduction du total de la dotation aux amortissements de 17 millions de dollars pour le trimestre et de 62 millions de dollars pour l'exercice complet.

Coûts de financement

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Charges d'intérêts, compte non tenu de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme	97	89	9,0 %	380	355	7,0 %
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme	—	—	—	23	—	n.s.
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	14	10	40,0 %	54	42	28,6 %
Charges (produits) d'intérêts et (profits) de change	(1)	(3)	66,7 %	(10)	(23)	56,5 %
	110	96	14,6 %	447	374	19,5 %

Les coûts de financement ont augmenté d'un exercice à l'autre de 14 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 73 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces hausses s'expliquent essentiellement par nos activités de refinancement aux deuxième et quatrième trimestres de 2013, qui ont donné lieu à l'augmentation de l'encours de notre dette à long terme et à la réduction du risque de refinancement à court terme au moyen de l'accroissement de la durée moyenne à l'échéance de notre dette à long terme, la portant de 5,5 ans à l'exercice précédent à 9,4 ans au 31 décembre 2013. Le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial) s'élevait à 5,00 % au 31 décembre 2013, par rapport à 5,27 % à l'exercice précédent. Pour des renseignements plus détaillés, se reporter à « Émission et remboursement de titres de créance à long terme », à la rubrique 4.4.

- Les **charges d'intérêts** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 25 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison principalement de l'augmentation de la dette à long terme et du remboursement du papier commercial à faible taux.
- La **prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme** constitue une charge de 23 millions de dollars avant impôt, qui découle du remboursement par anticipation en mai 2013, un an avant leur échéance initiale, de billets de série CF à 4,95 % d'un montant de 700 millions de dollars.
- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** est, pour les périodes de 2013 et de 2012, calculé en fonction du montant net du passif au titre des prestations définies aux 31 décembre 2012 et 2011, respectivement. L'augmentation en 2013 reflète la hausse du montant net du passif au titre des prestations définies en 2012, qui a été neutralisée en partie seulement par la réduction du taux d'actualisation. Nous nous attendons à ce que le montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel en 2014 soit ramené à un montant nominal, situation qui s'explique par le fait que le déficit net au titre de ces régimes sera remplacé par un excédent nominal tenant aux rendements élevés enregistrés en 2013 et à l'application d'un taux d'actualisation plus élevé au 31 décembre 2013, déduction faite de l'augmentation des espérances de vie hypothétiques.
- Les **produits d'intérêts et profits de change** fluctuent d'une période à l'autre. Les produits d'intérêts se sont élevés à 8 millions de dollars en 2013 (résultat qui tient compte d'un montant de 4 millions de dollars découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs), par rapport à 15 millions de dollars en 2012 (résultat qui tient compte d'un montant de 14 millions de dollars découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs). La tranche résiduelle des résultats obtenus représente le montant net des profits de change.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés	99	88	12,5 %	461	415	11,1 %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	—	—	—	22	12	83,3 %
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	(12)	(8)	(50,0) %	(14)	(13)	(7,7) %
Autres	3	1	n.s.	5	2	150,0 %
	90	81	11,1 %	474	416	13,9 %
Taux d'imposition combinés prévus par la loi (en %)	26,1	25,8	0,3 pt	26,1	25,7	0,4 pt
Taux d'imposition effectifs (en %)	23,7	23,6	0,1 pt	26,8	25,7	1,1 pt

Les impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 46 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison de la croissance du bénéfice avant impôt et de la hausse du taux d'imposition prévu par la loi en Colombie-Britannique, qui est passé de 10 % à 11 % avec prise d'effet le 1^{er} avril 2013. La réévaluation des passifs d'impôt différé au cours de l'exercice complet 2013 s'explique par la hausse du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique au deuxième trimestre de 2013, et celle effectuée au cours de l'exercice complet 2012 tient à l'élimination, au deuxième trimestre de 2012, des réductions du taux d'imposition des sociétés en Ontario adoptées antérieurement.

Bénéfice global

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Bénéfice net	290	263	10,3 %	1 294	1 204	7,5 %
Autres éléments du résultat global :						
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	(2)	25	n.s.	(9)	29	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – réévaluation des régimes d'avantages du personnel	755	(454)	n.s.	998	(286)	n.s.
	1 043	(166)	n.s.	2 283	947	141,1 %

Le bénéfice global a augmenté d'un exercice à l'autre de 1,2 milliard de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 1,3 milliard de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison principalement de la réévaluation des régimes d'avantages du personnel découlant du rendement élevé des actifs des régimes et de l'augmentation du taux d'actualisation, déduction faite de l'augmentation des espérances de vie hypothétiques. Le bénéfice net s'est accru d'un exercice à l'autre de 27 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 90 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013 (se reporter à « *Faits saillants opérationnels* », à la rubrique 1.3). Les éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.

